

Brochure n° 3120

Convention collective nationale

IDCC : 468. – **COMMERCE SUCCURSALISTE
DE LA CHAUSSURE**

ACCORD DU 14 JANVIER 2013

RELATIF AUX APPOINTEMENTS MENSUELS ET ANNUELS GARANTIS
POUR L'ANNÉE 2013

NOR : ASET1350430M

IDCC : 468

Entre :

La FEC,

D'une part, et

La CSFV CFTC ;

La FNECS CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Appointements mensuels du personnel « employés »

Au titre de l'année 2013, et à compter du premier jour du mois qui suit la date de signature du présent accord, les appointements mensuels garantis du personnel « employés » sont fixés selon le barème suivant :

(En euros.)

CATÉGORIE	MINIMUM MENSUEL
I	1 431
II	1 436
III	1 442
IV et IV <i>bis</i>	1 446
V et VI <i>bis</i>	1 451
VII	1 471
VIII	1 481

Article 2

Appointements annuels du personnel « cadres »

Au titre de l'année 2013, et à compter du premier jour du mois qui suit la date de signature du présent accord, les appointements annuels garantis du personnel « cadres » sont fixés selon le barème suivant :

(En euros.)

CATÉGORIE	MINIMUM ANNUEL
I A	19 579
I B	20 235
I C	20 884
II A	21 630
II B	21 950
II C	22 588
II D	23 441
II E	24 719
II F	26 638
III	28 982
IV	31 325
V	35 695
VI	42 833

Grille couples

(En euros.)

CATÉGORIE	MINIMUM ANNUEL
I A	–
I B	–
I C	–
II A	39 098
II B	39 530
II C	39 730
II D	41 015
II E	43 260
II F	46 617
III	50 724
IV	54 833
V	62 452

Article 3

Publicité. – Extension

Le présent accord est établi en autant d'exemplaires qu'il est nécessaire pour que chaque signataire en reçoive un original. Les organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national qui ne seraient pas signataires du présent texte en recevront une copie.

En outre, et conformément aux dispositions du code du travail, le présent accord sera adressé, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours, à la direction générale du travail (une version papier et une version électronique) et auprès du conseil de prud'hommes de Paris.

Les parties signataires conviennent de demander, dès connaissance du numéro de récépissé de dépôt, l'extension du présent accord auprès des services du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 14 janvier 2013.

(Suivent les signatures.)